

Brochure n° 3193 | Convention collective nationale

**BÂTIMENT**

IDCC : **1596** | **OUVRIERS**  
**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

**Avenant du 29 avril 2019**

relatif aux salaires mensuels minima au 1<sup>er</sup> juin 2019  
(Centre-Val de Loire)

NOR : ASET2050871M

IDCC : 1596

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**FFB Centre-Val de Loire ;**

**CAPEB Centre-Val de Loire,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**URC CGT Centre ;**

**UR UNSA Centre-Val de Loire ;**

**UR BOIS CFDT Centre,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application des articles 1-4 et 12-8 de la convention collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minima pour des ouvriers du bâtiment en région Centre-Val de Loire, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2019.

**Grilles des salaires (au 1<sup>er</sup> juin 2019)**

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe (PF) à 700,40 € ;
- la partie variable (PV) à 5,02 €.

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (en euros)	Salaire horaire minimal (en euros)
Ouvrier d'exécution, position 1	150*	1 521,22	10,03
Ouvrier d'exécution, position 2	170	1 554	10,25
Ouvrier professionnel	185	1 629	10,74
Compagnon professionnel, position 1	210	1 755	11,57
Compagnon professionnel, position 2	230	1 855	12,23
Maître ouvrier ou chef d'équipe, position 1	250	1 955	12,89
Maître ouvrier ou chef d'équipe, position 2	270	2 056	13,55

\* Le coefficient 150 est déconnecté de la grille et fixé à la valeur indiquée.

## Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à 10 salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de 10 salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 3

Le présent accord sera déposé auprès de la direction générale du travail (DGT) conformément aux dispositions en vigueur, ainsi qu'auprès du secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes d'Orléans (siège de la CAPEB région Centre-Val de Loire).

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministre du travail.

*Fait à Orléans, le 29 avril 2019.*

(Suivent les signatures.)